

MARCHE PUBLIC DE SERVICES







CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N°2026-055)

Objet du marché

Prestation de service destinées à assurer la surveillance et la conduite de la gestion technique centralisée de l'ensemble scientifique de Toulouse Ranguel

Synthèse de la consultation

	Le CCAG applicable au présent marché est le CCAG- FCS
	Le présent CCAP contient des considérations environnementales et une clause sociale
	Le présent accord-cadre s'exécute sur le campus de Rangueil à Toulouse
	Durée du marché : 2 ans reconductible 2 fois pour un an. Durée maximale de 4 ans
	Début d'exécution des prestations fixés par ordre de service
	Les prix sont forfaitaires
	Prix révisables à date d'anniversaire
	Avance versée selon les conditions de l'article 4.1.3 du présent document

ARTICLE 1 –DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Durée et délai	4
1.3. Point de départ du délai d'exécution	4
1.4. Décomposition en tranches et en lots	4
1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
1.6. Réalisation de prestations similaires	4
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE	5
ARTICLE 4. PRIX – VARIATION DE PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	5
4-1. Contenu des prix - Règlement des comptes	5
4-2. Révision des prix	7
ARTICLE 5. PENALITES	8
ARTICLE. 6 CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	9
Article 6.1 Considérations environnementales	9
Article 6.2 Clause sociale	9
6.2.1 Actions d'insertion sociales :	9
6.2.2 Public concerné par l'opération d'insertion :	10
6.2.3 Coordonnées du facilitateur :	11
6.2.4 Modalités de mise en œuvre (Pour les heures d'insertion)	11
6.2.5 Globalisation des heures d'insertion (Pour les heures d'insertion) :	11
6.2.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques (Pour les heures d'insertion) :	12
ARTICLE 7. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES	13
ARTICLE 8. RESILIATION	13
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
9.1. Responsabilités générales du Titulaire	13
Organisation et moyens	13
Responsabilité du Titulaire	14
Limitation de responsabilité	14
9.2. Organisation des prestations	14
9.3. Confidentialité	14
ARTICLE 10- RGPD	15
ARTICLE 11 SOUS TRAITANCE	18
ARTICLE 12- DROIT ET LANGUE	19
ARTICLE 13- CLAUSE DE REEXAMEN	19
ARTICLE 14 -ASSURANCE	19
ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

ARTICLE 1 –DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture de prestations de service destinées à assurer la surveillance et la conduite de la gestion technique centralisée des réseaux généraux de l'Ensemble Scientifique de Rangueil.

1.2. Durée et délai

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification. A titre d'information, la date prévisionnelle de notification est prévue pour le 1^{er} juillet 2026.

Il est conclu pour une durée de deux (2) ans avec possibilité de renouvellement deux (2) fois pour une durée d'un (1) an, sans que la durée ne puisse excéder les 4 ans.

La reconduction est tacite. En cas de non reconduction, elle interviendra 3 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

1.3. Point de départ du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai de la période de préparation part de la date de la notification du marché. Pendant cette période des réunions seront organisées.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution part de la date précisée dans l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure. Le début d'exécution des prestations ne pourra excéder le 1^{er} septembre 2026.

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG FCS.

1.4. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il est prévu une prestation supplémentaire éventuelle pour la fourniture et la mise en œuvre d'une main courante électronique, les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP.

Il s'agit d'une PSE facultative. Sur décision du pouvoir adjudicateur, elle sera commandée ou non au moment de la notification du marché.

1.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la Comue de Toulouse

fait foi :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- L'offre technique du titulaire : mémoire technique

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 3. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article L1224-1 du Code du travail et à la convention collective applicable, le titulaire pourra être amené à reprendre tout ou partie du personnel affecté au marché dans les conditions prévues par la réglementation.

Le personnel affecté, ainsi que celui prévu pour les remplacements, doit être présenté au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais.

Dès la notification et dans les 15 jours maximum suivant celle-ci et au maximum avant le 1^{er} septembre 2026, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur :

- **Liste nominative définitive du personnel qui sera en poste, CV, justificatifs de formation, extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de 3 mois.**
- **Un dossier complet (photocopies des diplômes, attestations et habilitations, références) transmis au moins 48 heures avant la première prise de fonction ou formation sur le poste.**

La liste doit être tenue à jour en cas de départ ou d'arrivée de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable de contrat qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve la faculté après échange avec le responsable de contrat, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas sa surveillance ou son intervention.

ARTICLE 4. PRIX – VARIATION DE PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

4-1. Contenu des prix - Règlement des comptes

4-1.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG FCS sont seules applicables. Le marché est conclu à prix forfaitaire.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

4-1.2. Modalités du règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG FCS. La périodicité des règlements sera mensuelle à terme échu.

4-1.3. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le titulaire est une PME l'avance est de 20%

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4-1.4. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS;

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la Comue : 130 021 322 000 16

Code service exécutant : 7000

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement adressées à la Comue devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché « »,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réductions fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R2193-11 à 16 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 complétées par les stipulations suivantes :

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-2. Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première période de deux ans puis révisibles à chaque période de reconduction d'un an à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 2 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

La demande doit être envoyée au service marché de la Comue: marche@univ-toulouse.fr.

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification à la Comue sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante ;

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé
- Po : prix initial fixé à la date de remise des offres
- I : dernière valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) Io : indice ICT-IME au « mois n ».
- Io : valeur de l'indice au « mois zéro »

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule, pour lequel un index définitif est paru. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

ARTICLE 5. PENALITES

En cas de non-respect des délais et obligations prévues dans les documents contractuels, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable (sauf pour les pénalités relatives à la clause sociale), et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités listées ci-dessous.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Il est précisé qu'en cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter la prestation par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché tel que prévu à l'article 27 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS la formule de révision ne s'applique pas aux pénalités.

Les pénalités prévues sont non libératoires c'est-à-dire que le titulaire reste redevable de l'ensemble de ses obligations contractuelles et notamment des services ou prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

- Pénalités pour absence ou non-conformité du reporting ; Pénalité 200€ HT / rapport
 - Non remise du rapport sur l'organisation des déplacements
 - Non remise du BEGES
 - Non remise du rapport sur la réduction de l'impact environnemental des déplacements
 - Non remise des rapports semestriels et annuels
- Pénalités pour non-respect des procédures opérationnelles
 - Main courante non renseignée ou mal complétée : Pénalité 50 € HT/ manquement
 - Défaut de traçabilité Ronde RFID ou équivalent : Pénalité 50 € HT/ Défaut
 - Défaillance dans le traitement des alarmes : Pénalité 250 € HT / Défaillance
 - Absence ou mauvaise réalisation des rondes : Pénalité 200€ HT/ ronde

- Le remplacement du personnel de prestataire par du personnel du pouvoir adjudicateur en cas d'absence en poste qui engendre une rupture de continuité du service : Pénalité 200 € HT / heure jusqu'à la 1ère heure. Au-delà de la première heure la pénalité sera de 50 € HT et pourra aller jusqu'à 1000 € HT / jour
- Pénalités relatives à la clause sociale : Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article [6.2.7 Suivi de l'action d'insertion]. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

- Non-respect du nombre d'heures d'insertion ou du nombre d'heures de stage. : 50€ HT par nombre d'heures non réalisées
- Non-réalisation de l'action choisie : 500€ HT par action non réalisée
- Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations : 100€ HT par jour de retard et par document

ARTICLE. 6 CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Article 6.1 Considérations environnementales

Le titulaire est tenu de transmettre annuellement :

1) Un bilan des gaz à effet de serre (BEGES) et un plan de transition associé du titulaire

2) Un rapport traduisant la réduction de l'impact environnemental de ses déplacements. Dans le cadre de ses déplacements, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié, au gaz naturel pour véhicules, à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur.

De plus le titulaire s'engage à optimiser ses déplacements : il propose une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le lieu de tournage.

Le titulaire remet un rapport annuel détaillant l'organisation mise en œuvre, les évolutions et les axes d'amélioration envisagés à chaque date anniversaire du marché.

Article 6.2 Clause sociale

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, TIC et PI le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

6.2.1 Actions d'insertion sociales :

L'entreprise titulaire a le choix entre plusieurs actions sociales :

- SOIT un nombre d'heures d'insertion sociale définies par le facilitateur (l'entreprise devra procéder à de nouveaux recrutements) :
 - Lot unique : 150 heures

- SOIT un stage qui peut être un stage de découverte, stage libre ou obligatoire, AFPR, PMSMP... pour une durée de ;
 - o Lot unique : 300 heures
- SOIT deux actions parmi celles décrites ci-dessous :
 - o Action de présentation des métiers
 - o Accueil en entreprise de publics éloignés de l'emploi
 - o Action de participation à un forum de l'emploi
 - o Autres actions sociales sur validation du facilitateur référent.

6.2.2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives (...) au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon l'article 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

6.2.3 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Suivre l'action sociale (vérification des justificatifs).

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Cellule Clause Sociale de Nova Emploi :
Delphine BARDIN d.bardin@nova-emploi.fr

6.2.4 Modalités de mise en œuvre (Pour les heures d'insertion)

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

6.2.5 Globalisation des heures d'insertion (Pour les heures d'insertion) :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales

d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

6.2.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques (Pour les heures d'insertion) :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

6.2.7 : Suivi et bilan de l'action d'insertion

A la demande du maître d'ouvrage, la *Cellule clause sociale d'insertion* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS:

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

ARTICLE 7. CONTROLES, ADMISSIONS

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

ARTICLE 8. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire aura le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, dès lors qu'un bon de commande a été notifié et que la prestation n'a pas été réalisée totalement ou partiellement du fait de la résiliation. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut également être résilié pour faute du titulaire, sans mise en demeure préalable, dans tous les cas mentionnés à l'article 39, notamment lorsqu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, et en sus dans les cas suivants

en cas de manquements répétés à ses obligations : prestations faisant l'objet de réfections ou de décisions de rejet de manière récurrente.

en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-1 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Exécution aux frais et risques du titulaire

Par application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

L'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut également être réalisée en cas de décision de rejet de la COMUE, tel qu'indiqué à l'article 5 du présent CCAP.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Responsabilités générales du Titulaire

Organisation et moyens

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation et des moyens humains nécessaires pour assurer l'exécution complète de la mission, y compris la formation et l'habilitation de son personnel. Le personnel mis en place par le Titulaire doit posséder une qualification adaptée au site pour assurer les missions contractuelles, dès sa prise de poste.

Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable des dommages causés aux personnes, biens ou installations par son personnel ou l'exécution des prestations.

Sont exclus les dommages dus à des événements indépendants de sa prestation, tels que l'action de tiers, la défaillance technique ou la force majeure.

En cas de dommages imputables au Titulaire, il doit les réparer à ses frais et une retenue financière proportionnelle peut être appliquée.

Limitation de responsabilité

Le Titulaire ne pourra être tenu responsable des dommages survenus sur le site dans les cas suivants, sur justification, notamment par le biais de la main courante :

- Non-intervention de tiers : Dommages dus à l'absence d'intervention des agents ou services compétents, après alerte du Titulaire.
- Intervention de tiers : Dommages causés par un tiers, impossible à prévenir ou à arrêter par le Titulaire.
- Défaillances techniques des systèmes : Pannes ou dysfonctionnements des systèmes de contrôle ou de sécurité indépendants du Titulaire.

Cette limitation de responsabilité ne dispense pas le Titulaire de ses obligations, notamment de surveillance, de consignation, d'alerte et de mise en œuvre des procédures d'urgence.

9.2. Organisation des prestations

Le titulaire s'engage :

- à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel.
- à contrôler régulièrement le bon déroulement de la tâche qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel. Le titulaire assure la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie.
- à se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent.
- à faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans l'immeuble.
- à restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du contrat.

9.3. Confidentialité

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiels le contenu du présent marché ainsi que tous faits, informations, documents de toutes sortes, études et décisions dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Notamment, le titulaire :

- S'engage à ne communiquer au Personnel que les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission au titre du présent marché et reconnaît être responsable du respect par le Personnel des obligations résultant du présent article.
- S'interdit toute communication écrite ou verbale concernant les sujets qui lui seront confiés et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur. Il ne pourra non plus ni prendre copie, ni reproduire partiellement ou en totalité de telles informations.
- Il est entendu que les documents ou informations confiés au titulaire pour l'exécution de son assistance technique restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.
- Le titulaire s'interdit toute publicité directe ou indirecte concernant l'objet de ce marché sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur.
- Sauf accord préalable écrit un pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à ne reproduire aucun logiciel ou programme auquel il pourrait avoir accès lors de ses travaux au sein du site.
- Le titulaire déclare avoir les droits d'utilisation et/ou d'exploitation des logiciels ou des programmes qu'il pourrait utiliser dans le cadre de son intervention au sein du site.

ARTICLE 10- RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de ce marché et à ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée de la Comue, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union européenne ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis. Dans ce cas, le Titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées dans le présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la Comue. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer la Comue de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché notamment :

- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, exceptées celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles recherchées par le présent marché ;
- ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelle qu'elles soient, sauf obligation légale et dans ce cas en informant la Comue

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Comue de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance. La Comue dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la Comue n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la Comue. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant la Comue de l'exécution par le sous-

traitant ultérieur de ses obligations.

7. mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Comue comprenant :
 - o le nom et les coordonnées de la Comue pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
 - o les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement
 - o le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées,

8. présenter à la Comue une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et ainsi empêcher qu'elles soient divulguées, endommagées, perdues, corrompues ou encore transmises à des personnes non autorisées ;

9. informer et sensibiliser les utilisateurs de la Comue accédant aux données des mesures de précautions et de sécurité qu'ils doivent adopter pour préserver ces données recueillies

Droit d'information des personnes concernées

Le choix du mode d'information des personnes concernées par le droit d'information sera arrêté lors de la mise au point du marché. L'option B sera retenue :

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec la Comue avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider la Comue à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : marche@univ-toulouse.fr et dpd@univ-toulouse.fr.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la Comue toute violation de données à caractère personnel dès que possible et dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : en contactant le Pôle Marchés du Service des Affaires Juridiques et Institutionnelles de la Comue via l'adresse mail marche@univ-toulouse.fr et copie à la DPD : dpd@univ-toulouse.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la Comue, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact du titulaire auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que la Comue propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible pour le titulaire de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par la Comue de ses obligations

Le titulaire aide la Comue pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide la Comue pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de la Comue la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans son offre avec notamment une précision sur ses mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à la Comue.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la Comue le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Il est valable pour la durée du présent marché. Tout changement doit être notifié par écrit, dans un délai de trois (3) mois, au responsable de traitement des données à caractère personnel.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Comue comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la Comue ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire communique à la Comue dans les meilleurs délais, la fiche descriptive du traitement tel qu'inscrit dans le registre des activités de sous-traitance du titulaire.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de la Comue, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la Comue ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de la Comue vis-à-vis du titulaire

La Comue s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "10.1 Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la clause sociale : le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

Haute Garonne (31) : f.khireddine@nova-emploi.fr ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 11 SOUS TRAITANCE

En application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, seuls les marchés publics de fourniture comportant des services peuvent être sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitante –articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, l'acceptation du sous-traitant consiste en la notification au seul titulaire.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG/FCS).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 12- DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Si les deux parties souhaitent procéder à une conciliation, elles peuvent saisir le comité de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics (CCRA) de Bordeaux.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 13- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché pour des raisons autres que celles prévues par l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des fournitures initialement prévues ;
- Changement de dénomination du titulaire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications se rapportant à sa raison ou dénomination sociale, son adresse, son SIRET et ses coordonnées bancaires ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'abandonner les pénalités dans le cas où le retard serait imputable à la COMUE de Toulouse ou dans le cas où le retard invoqué par le titulaire serait valablement justifié.

ARTICLE 14 -ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Article 1.3	déroge à l'article	13.1.1 du CCAG FCS
Article 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG FCS
Article 5	déroge aux articles	14.1.2, 14.2.3 et 14.1 du CCAG FCS
Article 8	déroge à l'article	40 et 41 du CCAG FCS
Article 11	déroge à l'article	3.2.6 du CCAG FCS

